Innover pour dominer ? Patrimonialisation, durabilité, et reconfigurations sociales des territoires oasiens du sud tunisien

Irène Carpentier

▶ **To cite this version:**

Irène Carpentier. Innover pour dominer ? Patrimonialisation, durabilité, et reconfigurations sociales des territoires oasiens du sud tunisien. Martine Berger; Jean Louis Chaléard; Alia Gana. Crise des modèles? Agricultures, recompositions territoriales et nouvelles relations villes-campagnes, Grafigéo, 2019. halshs-02127443

HAL Id: halshs-02127443
https://shs.hal.science/halshs-02127443

Submitted on 29 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Innover pour dominer ?
Patrimonialisation, durabilité et reconfigurations sociales des territoires oasiens du Sud tunisien

Irène Carpentier

Depuis 2011 s'est ouvert en Tunisie un débat sur la redéfinition des modèles de développement. Les modalités d'exploitation, mais aussi de redistribution des ressources régionales font l'objet de nombreuses mobilisations, en particulier dans le sud du pays. Celles-ci mettent en question les logiques d'accès aux ressources locales et revendiquent un modèle plus équitable de redistribution pour les habitants vivant dans ces territoires. Dans ce contexte, les territoires oasiens bénéficient d'une situation singulière. En effet, les oasis du Sud tunisien cumulent des caractéristiques de marginalisation à l'échelle nationale et d'attractivité à l'échelle internationale. Leur capacité à offrir des ressources socio-écologiques spécifiques, adaptées aux activités prisées par les sociétés occidentales – comme le tourisme écologique – en fait des espaces « autres » (Goeury, 2011). Cette attractivité singulière est ancrée dans la représentation idéalisée d'un âge d'or préindustriel, où la fertilité légendaire de l'agriculture s'alliait au prestige de cités commerçantes et culturelles. L'articulation des tissus urbains et agricoles, en complémentarité avec le pastoralisme de la steppe, semble y constituer un modèle historique de gestion durable des ressources naturelles oasiennes. Ce statut ambivalent des territoires oasiens, entre marginalité et attractivité, entre ville et palmeraie, favorise les dynamiques de promotion de ces espaces comme laboratoire local d'innovation, supports privilégiés d'élaboration d'un modèle alternatif de développement et de gestion des ressources.

Il s'agira ici d'interroger la nature localisée de l'innovation, objet d'un certain nombre de débats dans la littérature, dans le contexte oasien. Plus qu'une simple production d'un territoire, l'innovation est désormais plutôt considérée comme issue d'un complexe de relations entre groupes d'acteurs, à différentes échelles, dans laquelle la notion de proximité joue un rôle central (Rallet, Torre, 2017). Dans une approche de géographie sociale du développement, nous souhaitons replacer la diversité des pratiques qui traversent les oasis du Sud tunisien dans une série de processus situés localement et historiquement contextualisés, où les acteurs locaux sont les principaux instigateurs des mutations de l'espace (D'Aquino, 2002). Fondée sur une série d'enquêtes auprès de 80 exploitants, et de 40 promoteurs, associations et institutions dans les oasis de Tozeur et Gabès entre 2011 et 2016, nous mobiliserons des données issues d'enquêtes systématiques par questionnaire, mais aussi les paroles d'acteurs recueillies lors d'entretiens, afin d'exposer la diversité des points de vue et la divergence d'intérêts des acteurs locaux (Gana, 2008). À cela, s'ajoutent de multiples visites dans les oasis accompagnées par une diversité d'acteurs – jeunes urbains, petits agriculteurs, promoteurs, et associations – afin de saisir la fabrique du territoire oasien, comme coproduction d'acteurs diversifiés. Ces observations qualitatives répétées permettent de restituer les logiques et les dynamiques d'agencements des activités au sein du périmètre oasien.

Ici, nous proposons de mettre en lumière la diversité des processus de promotion de l'oasis comme territoire laboratoire d'une gestion « durable », qui redéfinissent les rapports de la palmeraie à l'espace urbain, en particulier par l'intermédiaire d'une tertiarisation des activités oasiennes. Pour cela, nous nous appuierons sur la caractérisation des projets qui mobilisent les répertoires de l'innovation, technique ou sociale, et de la reproduction écologique du milieu, afin d'en cerner les conséquences en termes de reconfigurations du pouvoir local, mais aussi de mutations des modèles de valorisation des territoires oasiens. Ce faisant, nous prêterons une

attention particulière aux dynamiques de différenciation sociale des pratiques de l'espace et des paysages au sein du champ de la « durabilité oasienne ». En effet, les territoires oasiens voient l'émergence d'une pluralité de projets, répondant à des intérêts et des objectifs divergents : diversification et spécialisation des systèmes de production, activités de loisirs et démarche de qualité (agriculture biologique, labellisation, écotourisme).
Au-delà d'une simple mise en scène idéalisée de l'agriculture traditionnelle oasienne dans les discours sur la durabilité, les nouvelles activités oasiennes promues interrogent les clivages entre pratiques traditionnelles et innovantes. Ainsi, les initiatives observées sont dominées par l'hybridité des modèles de développement où se croise la réhabilitation de savoir-faire anciens dans un cadre innovant – comme les projets de valorisation des semences anciennes, et l'introduction de nouvelles activités dans un cadre ancien – comme les cafés-loisirs dans l'oasis. De plus, les discours sur l'émergence d'un nouveau modèle agricole et l'émergence d'un champ « patrimonial » sont aussi mobilisés pour légitimer une redéfinition des rapports de force à l'échelle locale. Dans quelle mesure le processus de « patrimonialisation » s'exerce-t-il au détriment d'une petite agriculture familiale historique ? (Goeury, 2018). À partir des cas de Tozeur et de Gabès, l'étude de la politisation des enjeux du développement local permet de remettre en question une approche du développement durable qui se limite à la sauvegarde écologique autour d'une certaine représentation archétypale du milieu.

Figure 1. Localisation des oasis de Tozeur et Gabès, Sud tunisien, réalisation : I. Carpentier 2019

Crise des modèles et réponses locales

Marginalisation des territoires oasiens

Les mutations rapides des territoires, issues des politiques de développement du Sud tunisien mises en place depuis la colonisation, et qui se sont renforcées à l'Indépendance, ont contribué à marginaliser rapidement les oasis anciennes. La vocation agricole historique des cités oasiennes a été progressivement remise en cause. En effet, la priorité donnée à l'ancrage de l'économie nationale dans la mondialisation a donné lieu au développement de nouvelles activités qui entrent en concurrence avec les territoires oasiens anciens, en particulier dans l'accès aux ressources en eau et en terre.

Figure 2. L'expansion des périmètres irrigués à Tozeur, source : Carte agricole (CRDA, 2010), réalisation : I. Carpentier

Ainsi, de nouveaux périmètres irrigués en monoculture de palmiers de variété *Deglet Nour* [1] à destination des marchés extérieurs se sont étendus dans le gouvernorat de Tozeur. Ils représentent, en 2016, deux tiers de la superficie des palmeraies des oasis du gouvernorat (ministère de l'Environnement, 2016), les périmètres oasiens historiques devenant désormais minoritaires. Le tourisme de masse à Tozeur a redéfini l'économie régionale, et participe à la tertiarisation accélérée de la région (deux tiers de la population active travaille aujourd'hui dans les services [2], contre 13,5 % dans l'agriculture [INS, 2014]). Un aéroport international a été construit ainsi que des hôtels de luxe, implantés à proximité de la zone des sources.

[1] La variété de dattes *Deglet Nour* est la variété qui a été privilégiée pour l'exploitation marchande depuis l'époque coloniale. C'est une variété sucrée, dont la transparence à maturation a donné son nom « doigts de lumière ».
[2] En 1987, la région Sud-Ouest ne représente que 3 % de la capacité touristique nationale. En 2006, elle a triplé et représente 9 %.

À Gabès, l'industrie de transformation du phosphate, avec le Groupe chimique tunisien (GCT), s'est implantée en 1972, sur le littoral de l'oasis. En 2014, près de 35 % des actifs du gouvernorat travaillent dans le secteur industriel. Ces nouvelles activités transforment les conditions de pratique de l'agriculture oasienne. La mobilisation des nappes profondes par pompage, aux dépens des ressources hydrauliques artésiennes, l'expansion de l'urbanisation dans le cadre d'une explosion démographique, les pollutions issues des activités industrielles et touristiques, la pression foncière, la concurrence sur la main-d'œuvre représentent autant de menaces pour les périmètres oasiens historiques. Ce modèle de développement qui consacre la concentration urbaine des activités bouleverse l'équilibre des écosystèmes sur lequel les oasis étaient historiquement fondées.

La diversification des dynamiques de valorisation du territoire oasien

Pour répondre au défi de la profonde dégradation du milieu et des conditions de l'agriculture, un certain nombre d'initiatives de valorisation des ressources oasiennes se mettent en place, portées par une diversité d'acteurs – petits entrepreneurs, exploitants, individuels ou collectifs. Celles-ci témoignent des logiques de résilience, d'attachement à l'oasis, mais aussi de résistances, face à la transformation des modèles de gestion des ressources oasiennes (Goeury, 2017). Tous ces projets ne s'inscrivent pas dans une logique d'alternative et nous présenterons ici seulement ceux qui s'inscrivent et revendiquent un « tournant qualitatif » (Goodman, 2004) des modes de valorisation oasiens, afin d'en cerner les conséquences en termes de différenciations sociale et territoriale. Ces derniers attestent, d'une part, d'une volonté de réhabilitation écologique du milieu qui s'incarne dans la promotion de pratiques agricoles « innovantes » et doivent permettre d'assurer la durabilité environnementale et sociale de l'oasis. D'autre part, les initiatives en lien avec des activités touristiques et de loisirs portent une approche de la valorisation de l'oasis par sa tertiarisation, et posent la question de la valeur économique d'un paysage historique en vue de sa réappropriation par des Oasiens éloignés des activités agricoles.
Explorer cette diversité de projets pour la « durabilité » oasienne, qui revendiquent la refondation des modèles de gestion des ressources locales, permet de souligner les profondes divergences à la fois en ce qui concerne leurs objectifs et leurs formes. La diversité des formes d'appropriation du territoire illustre les différents registres de confrontations et de légitimités des acteurs. La diversification des projets « innovants » dans l'oasis s'organise selon une double dynamique de reconfiguration des modèles de développement : agricole, et touristique. Cependant certaines tendances de cette valorisation, présentée comme « durable », des périmètres oasiens se dégagent, et laissent entrevoir les dynamiques de reconfiguration du pouvoir local.

Innover en agriculture, une forme de résilience environnementale et sociale ?

Une typologie des initiatives innovantes en agriculture

Il s'agit ici de caractériser ces dynamiques de manière synthétique, en s'appuyant sur l'hypothèse selon laquelle les initiatives dont l'objectif est la sauvegarde et la valorisation des oasis historiques contribuent à la refondation des rapports entre la palmeraie et son espace urbain, entre menaces d'annexion, logiques de complémentarité renouvelées et sanctuarisation.

La promotion de pratiques agro-écologiques, au fondement des collectifs de sauvegarde oasiens

L'une des premières formes de valorisation de l'agriculture oasienne passe par la promotion de pratiques agro-écologiques [3], fondement des collectifs associatifs de sauvegarde des oasis.
Considéré par les acteurs associatifs internationalisés comme un exemple de permaculture [4] traditionnelle, le système agricole oasien est régulièrement célébré pour son génie, sa « juste » maîtrise des ressources hydrauliques, son couvert arboricole permanent, son savoir-faire en matière de cultures associées [5]. L'agriculture oasienne traditionnelle apparaît donc comme l'activité idéale pour la réhabilitation environnementale d'un écosystème oasien mis à mal.
Dans ce contexte, l'exemple du compostage apparaît significatif. Dès les années 1990, la dégradation des sols oasiens apparaît comme une des premières conséquences des nouvelles activités productives – industrielles ou tertiaires. Ainsi, à Gabès, l'industrialisation, en lien avec l'assèchement des nappes superficielles, contribue à l'appauvrissement des sols de la palmeraie. Réuni à l'occasion d'un séminaire sur « la sauvegarde des oasis, patrimoine de l'humanité » organisé par le club UNESCO de Gabès, un groupe d'exploitants en coopération avec des militants écologistes européens [6] met en place un projet de compostage des déchets végétaux pour la réhabilitation des sols. Fondement du mouvement associatif de sauvegarde des oasis à Gabès, la promotion du compostage devient vite le symbole de l'action des acteurs locaux en faveur de pratiques conformes aux objectifs de durabilité, mais aussi à la refondation d'une agriculture adaptée aux nouvelles conditions du milieu. La municipalité et des partenaires internationaux sont sollicités et une station de compostage est inaugurée dans l'oasis de Chenini, à Gabès, avec l'aide de l'association italienne COSPE [7] : elle permet la valorisation de 5 à 6 tonnes de déchets végétaux par semaine. Le compost produit est vendu, tandis que certains adhérents reçoivent des sacs gracieusement.
Cependant, cette pratique reste très limitée dans l'oasis. À Gabès, seuls les adhérents actifs de l'association peuvent bénéficier de dons de sacs ou achètent auprès d'elle la quantité nécessaire pour fertiliser leurs parcelles. Entre 2011 et 2013, seuls 25 exploitants ont bénéficié de ces dons, à hauteur d'une quinzaine de sacs de 70 kg chacun (parfois 20 kg), pour un total de près de 21 tonnes de déchets compostés. La grande majorité des exploitants (85 % de notre échantillon d'enquêtes) n'utilise ni ne connaît cette pratique. Par ailleurs à Tozeur, seuls quelques agriculteurs témoins (moins de 5), qui ont pu bénéficier de formations avec les associations, connaissent et utilisent cette technique de valorisation des sols.
En dépit de ce faible engouement et du bilan mitigé de la sensibilisation à la diffusion de cette pratique à Gabès, depuis la révolution, le compostage est un projet mis en avant par la quasi-totalité des associations oasiennes. À Tozeur, le GDA [8] de Wassat, en partenariat avec une association locale (RCDD [9]) ainsi que le Rotary Club et une association italienne, a monté un projet de station de compostage et des financements ont permis en 2016 l'achat de deux broyeurs et d'une benne. À Degache, oasis localisée à 10 km au nord-est de Tozeur, le projet de compostage est étendu aux déchets ménagers de la commune, en plus des déchets verts de

[3] Définie dès la fin des années 1980, comme une science à la base d'une « agriculture alternative » (Altieri, 1989), qui s'inspire des savoir-faire et des innovations des agrosystèmes, des fonctionnements des écosystèmes, pour offrir une alternative durable aux méthodes « d'amélioration » de l'agronomie conventionnelle et aux logiques productivistes du modèle de la « révolution verte » (Dufumier, 2010).
[4] La permaculture est une méthode systémique qui vise à concevoir des systèmes agricoles, mais cela peut être appliqué à n'importe quel système) en s'inspirant de l'écologie naturelle et de la tradition. « Mode d'action », elle prend en considération la biodiversité des écosystèmes. Elle vise une production agricole durable. Le mot « permaculture » a été inventé dans les années 1970 par Bill Mollison et David Holmgren. C'est une contraction de permanent et culture, initialement de permanent et agriculture (wikipedia.org).
[5] Projet SIPAM (Système ingénieux du patrimoine agricole mondial) de la FAO, qui vise à recenser les savoir-faire des milieux oasiens en tant que modèles historiques d'adaptation aux conditions du milieu, et à ce titre, en faire l'objet d'une démarche de « labellisation ».
[6] L'agroécologiste français, Pierre Rabhi, notamment, a été invité à ce séminaire.
[7] COSPE : « *Cooperazione per lo sviluppo dei paesi emergenti* », association italienne.
[8] GDA : Groupement de développement agricole. Il rassemble l'ensemble des irrigants dans les oasis.
[9] RCDD : Rassemblement civique pour le développement du Djérid.

l'oasis, grâce à un partenariat entre une association locale, la municipalité et une coopération italienne. En 2016, il concerne 250 ménages, et vise 3 000 familles à terme.
Le compostage apparaît aujourd'hui comme un projet incontournable des collectifs de « sauvegarde oasienne », et comme une pratique centrale de la refondation d'un modèle agricole oasien, qui connecte espaces urbains et terres agricoles par l'intermédiaire d'une valorisation commune des déchets verts et des déchets alimentaires [10].

La labellisation des productions par les associations et les grands exploitants
En plus de la diffusion de nouvelles pratiques à l'échelle des exploitations, la labellisation des productions constitue une norme de promotion d'un modèle agricole « durable » à une échelle plus large. Inscrites dans le « tournant qualitatif » (Goodman, 2004) des nouvelles formes de mise en valeur des espaces ruraux, les initiatives de labellisation oasiennes renvoient cependant à des objectifs différenciés.
À l'échelle nationale, le secteur de l'agriculture biologique certifiée est en pleine expansion, multipliant par 27 sa production totale entre 2002 et 2010 et par 4,5 la valeur de ses exportations. Entre 2002 et 2017, les superficies sont passées de 18 600 à 370 000 ha (ministère de l'Agriculture, 2018), et concernent principalement les oliviers (près de la moitié des superficies en bio) et les palmiers dattiers.
À Tozeur, la labellisation en agriculture biologique des dattes *Deglet Nour* répond avant tout à une demande extérieure et à la volonté d'optimiser les opportunités d'un marché de niche à l'exportation (+25 % à l'exportation entre 2017 et 2018 pour les dattes certifiées en bio). À l'initiative de l'administration, qui encourage la conversion en agriculture biologique dans les nouveaux périmètres irrigués, la labellisation concerne essentiellement les plus grands exploitants. C'est le cas du groupement de producteurs de Hazoua (Gouvernorat de Tozeur), aux dattes labellisées « biodynamiques » et « *fair trade* » (commerce équitable), qui exporte l'ensemble de sa production vers les marchés du Golfe, européens et américains. Absente des oasis anciennes, la labellisation biologique des dattes est une stratégie de valorisation économique des productions, plutôt qu'une logique de protection de l'environnement ou de promotion d'un nouveau modèle agricole. Par ailleurs, ce constat ne se limite pas aux territoires oasiens, mais s'étend à l'ensemble de la filière biologique.
À Gabès, la labellisation des productions connaît une trajectoire différente. La filière biologique de grenades, un des seuls produits tunisiens labellisés « produit de terroir » par le ministère de l'Agriculture, a connu des fortunes diverses. Depuis 2005, l'ASOC (l'Association de sauvegarde de l'oasis de Chenini) travaille avec l'institut italien de certification IMCERT (*Istituto mediterraneo di certificazione),* pour la conversion en agriculture biologique de l'ensemble des cultures de l'oasis. En 2011, 88 exploitants font partie du projet, pour une superficie de 42,9 ha (ASOC, 2011) sur les 777 ha de l'oasis de Gabès [11]. En 2016, ce sont 147 exploitants dont les exploitations sont certifiées, ce qui a permis la conversion de près d'une centaine d'hectares dans l'oasis. Mise en place dans un cadre associatif, pour répondre aux difficultés de commercialisation des petits exploitants par la valorisation d'une production symbolique de l'oasis de Gabès, l'exportation des grenades biologiques, en dépit de l'expansion du nombre de participants, a connu un certain nombre de difficultés. Ainsi, la disponibilité des traitements biologiques, l'écoulement de la production labellisée dans le contexte économique fragile post-révolution, tout comme les prix, qui ne sont pas toujours compétitifs, posent parfois problème. Les conditions posées par les cahiers des charges excluent du processus un certain nombre de petits exploitants et limitent les capacités de diffusion de l'agriculture biologique.

[10] Cette valorisation commune n'est pas nouvelle. Pratique ancienne à de nombreux espaces ruraux, elle s'inscrit ici dans un cadre renouvelé.
[11] Mais cela représente près de 30 % de la superficie de l'oasis de Chenini (165 ha), la partie la plus méridionale de l'oasis de Gabès.

Par ailleurs, les franges littorales de l'oasis, dans la zone de Jara Chott Essalem en particulier, directement exposées aux fumées et aux rejets polluants des usines du GCT (Groupe chimique tunisien) sont de fait exclues de ces dynamiques de valorisation.
La conversion vers l'agriculture biologique, projet classique de valorisation agricole, présente dans les oasis des résultats ambivalents. Outil de consolidation d'une culture de rente à Tozeur, tentative d'organiser un collectif viable d'exploitants d'un point de vue écologique et économique à Gabès, elle semble avant tout renforcer les inégalités d'accès au marché international. Présentées comme le nouveau modèle agricole durable par les pouvoirs publics, ces initiatives de labellisation viennent finalement renforcer les disparités socio-spatiales dans les périmètres oasiens. Les innovations en termes d'organisation productive ne sont pas suffisantes pour assurer de nouveaux débouchés pérennes pour les petites exploitations agricoles.

Les transformations de produits oasiens par les petits entrepreneurs
Au même titre que la labellisation, la transformation des produits est l'une des voies privilégiées par les entrepreneurs et les collectifs associatifs pour augmenter leur valeur ajoutée. Considérée comme un levier important de diversification des revenus, elle répond à une demande locale d'innovation en termes de produits à commercialiser, issus de l'agriculture oasienne. Ces nouveaux produits sont aussi associés à un renouvellement du marketing territorial visant à mettre en avant la variété des produits du terroir.
Dans les oasis, la question alimentaire offre un exemple de cette dimension locale de l'innovation, avec la dynamique de transformation des produits oasiens. Cette dynamique prend deux formes : d'une part, la mise sur le marché de produits traditionnellement transformés au sein des ménages, comme les confitures de dattes, de figues, de grenades, ou les pâtisseries ; d'autre part, la « création » de nouveaux produits oasiens, en lien avec les demandes d'un tourisme aujourd'hui plus attentif aux productions locales. C'est le cas de la transformation des noyaux de dattes en café, des sirops, des jus et des confiseries à base de dattes.

Figure 3 : Transformations des produits : confiseries, sirops et café, Tozeur, 2016, source : I. Carpentier

C'est à Tozeur que cette dynamique est la plus vive. En lien avec la multiplication depuis 2011 des programmes d'aides à l'entrepreneuriat (*Women's Entreprise for Sustainability* – WES, financé par un fonds américain), aux « emplois verts [12] », ainsi que des associations oasiennes, un petit entrepreneuriat essentiellement féminin de transformation des dattes s'est développé. Un « pôle Djérid [13]» a ainsi été créé en 2014, dans le cadre d'un partenariat public privé, et un « cluster [14] dattes et palmiers » entend « développer l'industrie à valeur ajoutée et celle des dérivés de la datte » [15]. En 2016, un concours intitulé « Oasis start-up » [16] propose un financement pour des projets à vocation industrielle, technologique ou de service, en relation avec la filière « dattes et palmiers ».
La valorisation d'une plus grande diversité de produits apparaît comme un projet répondant à divers objectifs, environnementaux, économiques et sociaux. La dimension sociale s'incarne dans l'idée que la valorisation des sous-produits oasiens peut agir comme un levier pour

[12] Projet « Emplois verts et développement durable » dans le gouvernorat de Gabès, porté par Handicap International, financé par l'Union européenne et mis en place par Expertise France.
[13] Par la Société du complexe industriel et technologique de Tozeur (SCITT).
[14] La notion de cluster désigne une « concentration d'entreprises ou d'institutions interconnectées, dans un champ particulier » (Porter, 1998).
[15] http://www.poledjerid.com/specialites-du-pole.php.
[16] Conçu en collaboration avec la GIZ, les ISET (Institut supérieur en études technologiques) de Tozeur et Kebili, l'ODS (Office de développement du Sud), et la SCITT.

l'emploi, et doit participer à redéfinir les modèles économiques locaux. Ce champ innovant regroupe ainsi des acteurs différents, entre repositionnement d'acteurs dominants sur de nouvelles filières et élargissement des bases sociales de la valorisation économique oasienne, avec en particulier l'insertion des jeunes et des femmes. La notion de proximité, présente de différentes manières dans ces projets, interroge également les formes de reconnexion entre espaces urbains et périmètres agricoles par le développement de ces micro-filières localisées.

Des groupements de producteurs pour lutter contre les monopoles de commercialisation
Au-delà de la valorisation des produits, la création de groupements de producteurs contribue à renégocier les conditions mêmes de la commercialisation. À Gabès, du fait du monopole de collecteurs privés, les éleveurs, soumis à des conditions peu favorables de commercialisation organisent, en lien avec l'UTAP (Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche), la renégociation des conditions de la commercialisation sur le marché local du lait produit dans les oasis. Filière développée dans les oasis littorales au cours de la décennie 1990, elle s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale qui vise à répondre aux enjeux de sécurité alimentaire et à limiter les importations de lait. Alors que les bovins sont habituellement absents des oasis, l'élevage bovin intensif est promu dans l'oasis de Gabès, et la filière laitière constitue ainsi une variable importante des politiques agricoles de développement régional. Fortement mise sous pression par les difficultés économiques issues de la révolution, l'inflation des prix des aliments pour les animaux et la fermeture du marché libyen, la filière du lait voit la mise en place de collectifs de producteurs, visant la conquête d'une plus grande autonomie vis-à-vis des aléas du marché. D'autres groupements de productions s'organisent sous forme de SMSA (Société mutuelle de services agricoles), comme la filière apicole, en plein développement dans les oasis. L'émergence de ces collectifs de producteurs participe d'une dynamique de réorganisation de l'activité agricole, des filières oasiennes et plus largement du modèle de développement local. Cela s'articule avec les revendications de justice sociale et de renégociation des conditions d'exploitation des ressources locales à l'échelle nationale.

La polarisation sociale et ses conséquences

Ces initiatives constituent chacune des tentatives pour se positionner sur le marché émergent du développement durable. Cependant, elles ne touchent pas le territoire de manière homogène, et consacrent la polarisation sociale du processus de « valorisation patrimoniale », au détriment d'une petite agriculture familiale marginalisée par ces nouvelles dynamiques, mais idéalisée dans les représentations de la « durabilité traditionnelle » oasienne. En effet, ces nouvelles formes de commercialisation ou de pratiques agricoles ne sont pas accessibles à tous. La labellisation, comme la transformation des productions, dépend fortement du degré d'insertion des exploitants dans les nouveaux collectifs associatifs ou institutionnels. Les dynamiques de valorisation pour une activité agricole oasienne durable restent conditionnées par la capacité des porteurs de projets à investir de manière autonome et à s'adapter aux besoins des consommateurs locaux, métropolitains nationaux ou internationaux.
En effet, animé par des acteurs associatifs implantés dans la ville, le marché extérieur est systématiquement privilégié dans la mise en place des filières agro-alimentaires biologiques ou alternatives, du fait du manque de soutien de la part des pouvoirs publics au niveau local pour ce type de produits, avec l'idée que le consommateur local n'est pas demandeur de ce type de productions « de qualité ». Si ce marché local (national) est de fait émergent, cette idée renvoie à des représentations plus larges d'un rapport à l'environnement des populations locales qui serait caractérisé par une faible conscience des enjeux de protection (Davis, 2011). Le marché local (national) reste peu stimulé et peu sollicité. Les contraintes principales à l'émergence d'initiatives territoriales innovantes apparaissent alors essentiellement au niveau administratif

et politique. En effet, l'orientation des politiques continue d'aller dans le sens d'une consolidation des grandes exploitations exportatrices. Les démarches de labellisation ou d'obtention de statut légal restent des étapes longues et complexes, qui représentent un obstacle infranchissable pour nombre d'entrepreneurs.
La mise en place de pratiques innovantes de valorisation de l'agriculture durable dans les oasis à destination de consommateurs urbains contribue à l'appropriation « patrimoniale » de l'oasis par des non-agriculteurs. Cette recomposition des modes de valorisation de l'oasis dans un cadre « patrimonial », par et pour des urbains, apparaît alors comme une clé d'analyse des processus de reconfiguration du pouvoir à l'échelle locale.

Tertiarisation et recomposition de l'organisation locale du développement

Cette différenciation sociale doit être analysée en lien avec les dynamiques de tertiarisation, qui font passer l'oasis d'un statut de territoire agricole à celui d'un espace producteur de services, et redéfinissent les rapports de forces à l'échelle locale. En plus des tentatives de protection du milieu et de valorisation des productions agricoles, la fabrication d'un paysage répond aux besoins des loisirs des élites urbaines. L'émergence de ces nouvelles pratiques et de ces formes de valorisation « durables » marque « une victoire » de la société urbaine dans le processus de « socialisation du paysage » de l'oasis (Luginbühl, 1991).
Cependant, plutôt qu'une idéalisation généralisée de l'oasis, « objet du désir » (Battesti, 2009) touristique et alternatif, occidental en premier lieu, on assiste à une fragmentation de son territoire avec la différenciation des trajectoires des projets de loisirs et de tourisme (Carpentier, 2016).

Typologies des projets de tertiarisation oasiens

Pour une part, les projets présentés ici sont antérieurs à la révolution de 2011. Dès le milieu des années 2000, une 2^{e} génération de projets touristiques présente une première évolution du tourisme oasien, qui s'implante désormais dans la palmeraie, après avoir pris la forme de grandes zones hôtelières en bordure de l'oasis. Or depuis 2011, la multiplication et la diversification des associations, des promoteurs et des opportunités dans les oasis replacent ces projets dans une dynamique de politisation des questions d'accès et de valorisation des ressources locales.

La réhabilitation des zones des « Ras el Aïn »
Les zones du jaillissement des sources qui irriguaient les oasis ont alimenté les légendes et les écrits et frappé l'imagination des voyageurs. Espaces de mise en scène et de mise à distance du paysage et des réalités sociales agricoles (Battesti, 2009), les « points de vue » constitués par ces « *ras el oued* » à Tozeur comme à Gabès font aujourd'hui l'objet d'un certain nombre de projets, visant à articuler protection environnementale et mise en valeur économique. Après avoir été des « perles » des oasis célébrées pour leur beauté et leurs fertilités, ils comptent désormais souvent parmi les zones les plus « défigurées » par la crise du milieu oasien, selon les récits des acteurs locaux. Ils incarnent de ce fait des espaces symboliques susceptibles de porter les projets de renouvellement des modèles de gestion des ressources. Lancé en 2009 à Gabès, le projet « *Ras el oued* », porté par l'association de sauvegarde de l'oasis, vise dans un premier temps la réhabilitation environnementale du site. Selon le modèle mis en place à Nefta, les déchets de palmiers sont nettoyés, des arbres plantés, et le creusement d'un nouveau forage vise à relancer l'activité agricole délaissée dans les parcelles de la zone et à remettre en eau le circuit historique de l'oued. Après la révolution, la phase écotouristique du projet contribue à

multiplier l'organisation d'évènements, l'ouverture de cafés, d'espaces de jeux, pour stimuler la réappropriation de cet espace par la population locale.

Figure 4 Convergence des projets de valorisation des « Ras el Aïn », Nefta, Gabès, 2016

Ici, la réhabilitation de l'environnement s'organise autour de la construction d'un paysage qui ne vise pas tant à restaurer un âge d'or oasien qu'à offrir un espace de loisirs et de promenades aux visiteurs citadins dans l'oasis (Lane, 2016). Promues comme symbole de la reconquête du territoire délaissé de l'oasis, les zones des sources cristallisent des dynamiques de reconfigurations plurielles, en lien avec des injonctions plus globales de multifonctionnalité des espaces et incarnent l'importance prise par les collectifs associatifs pour la refondation des modèles de la durabilité oasienne. L'oasis devient un décor (Goeury, 2018).

Les circuits de promenades : une autre pratique de l'oasis

La réalisation de circuits pédagogiques dans les lieux « remarquables » de l'oasis constitue un autre type d'activités proposées par les associations de sauvegarde, à Tozeur comme à Gabès. Dans le sillage d'une réflexion sur la redéfinition du tourisme et de ses pratiques, entamée depuis longtemps à Tozeur et plus récemment à Gabès, il s'agit de produire de nouveaux trajets dans l'espace oasien ; l'éco-tourisme apparaissant pour tous les acteurs locaux comme un levier de développement alternatif, par sa capacité à commercialiser de nouveaux services dans le périmètre oasien.

Produits selon les « canons de l'approche participative », les circuits de promenades doivent répondre aux attentes de consommateurs variés, touristes alternatifs ou habitants désireux de redécouvrir l'oasis. Ils déclinent une série de thématiques que l'on retrouve dans les deux oasis : le trajet de l'eau, l'artisanat et le chemin des « *zaouïas* », plus spécifiquement à Tozeur. À la manière des projets de compostage ou de labellisation, la multiplication des échanges entre les associations contribue à homogénéiser les initiatives, et souligne l'importance prise par la dimension « pédagogique » des oasis historiques. Pour les collectifs associatifs, la réalisation de circuits est une manière de se construire une légitimité, un ancrage au « plus proche du territoire ». Projets courants de la dynamique agri-urbaine des aires métropolitaines des pays du Nord (Poulot, 2014 ; Lane, 2016), ces projets sont plus récents dans les oasis tunisiennes et répondent à des logiques locales de réinvention, qui font écho à des tendances globales de redéfinition des rapports entre mondes agricoles et urbains. Les sentiers tracent et tissent de nouveaux liens, mais aussi de nouvelles frontières, entre les acteurs et les espaces.

Accueil sur la parcelle, restauration, loisirs, cafés : nouvelles sociabilités et demande urbaine

L'accueil sur la parcelle pour la restauration ou l'hébergement est une des nouvelles options mobilisées pour la valorisation économique d'un patrimoine foncier et paysager. Si la « visite de parcelle » est désormais un passage obligé des nouveaux circuits associatifs, les projets portés par les acteurs individuels s'inscrivent dans une démarche de diversification économique, pour des exploitants soumis aux difficultés de valorisation de l'activité agricole. La parcelle est promue comme cadre et unité de démonstration « en miniature » des problématiques oasiennes, réactivant la dimension classique de multifonctionnalité de l'espace du jardin, lieu de l'expérience collective, de détente, de restauration. Cette ouverture du jardin à un public extérieur à l'oasis contribue à la production de micro-territoires d'interfaces, au cœur même de l'oasis, entre Oasiens et visiteurs, habitants locaux ou touristes. De l'espace intime du jardin (Battesti, 2005), où l'on accueille la famille, on passe à une logique collective de réinvention des pratiques de l'oasis.

Pour répondre à cette demande urbaine d'expérience « authentique », les propriétaires de parcelles autour des routes qui traversent les oasis ont investi dans des cafés d'un nouveau type,

qui se sont multipliés et constituent les lieux d'une nouvelle sociabilité des citadins. Or, dans cette mise en scène du paysage de l'oasis, seuls les détenteurs des plus grandes parcelles parviennent à remplir les conditions pour un accueil. Parfois, à Tozeur comme à Gabès, ce sont des propriétaires qui n'habitent plus dans la ville, mais qui investissent dans l'oasis.

Les activités sportives : l'appropriation du territoire par les jeunes urbains

Afin de répondre aux besoins des nouvelles générations de citadins, certains projets proposent également des pratiques sportives associées à une mise en scène du paysage et du patrimoine. Classique dans les espaces périurbains du nord de la Méditerranée, ce type de projet est lui aussi tout à fait nouveau dans les oasis.

À Tozeur, le projet d'accrobranches dans les palmiers, initié en 2009, se développe sur une parcelle de 2 ha achetée par un agent de voyage tozeurois à une dizaine d'héritiers qui vivaient à Tunis. Il fait figure de pionnier en matière de diversification des loisirs. Le paysage, littéralement support et « décor », organise la mise en scène des activités. Depuis la révolution, avec la baisse du nombre de touristes internationaux auxquels était essentiellement destinée cette activité, l'espace a été reconverti en café, ponctuellement en karaoké. À Gabès, course à pied, cours de danse, organisés entre autres par les maisons des jeunes, drainent jeunes et les familles dans la zone des sources réaménagée, et constituent – en particulier le week-end –, des espaces innovants de pratiques des loisirs dans l'oasis pour les habitants. Ces projets s'inscrivent dans un besoin de réinvestir l'espace oasien, de lui donner une fonction ludique, après la révolution, dans un contexte où l'espace urbain n'offre que peu d'espaces de loisirs pour les jeunes.

La différenciation des pratiques de l'espace : entre fragmentation et reconquête de l'espace

Cette diversité des projets de tertiarisation consacre l'oasis comme espace privilégié de sociabilité, pour les locaux ou les visiteurs. De nouveaux espaces et de nouveaux services sont proposés à une gamme toujours plus large de consommateurs, à l'interface de l'espace agricole de l'oasis et du tissu urbain. En effet, la pratique classique du territoire de l'oasis est modifiée. Aux travailleurs agricoles, aux propriétaires et à leurs familles qui jouissent dans leurs jardins de l'esthétique du paysage agricole oasien, s'ajoutent de nouveaux types d'acteurs : promoteurs – qui tentent de valoriser un foncier en perte de valeur économique –, et consommateurs en quête de nouveaux loisirs et de nouveaux lieux.

Cette transformation des pratiques va dans le sens d'une polarisation foncière et socio-spatiale. En effet, le développement de ces activités de services introduit de nouvelles sources de concurrence autour des ressources oasiennes. Les petits exploitants, aux marges de manœuvre déjà réduites par la conjoncture, sont fragilisés. Les petites exploitations du parcellaire agricole, peu accessibles, morcelées, se trouve marginalisées à la fois sur le plan économique, mais également socio-spatial. La dynamique de « changement de paradigme du développement oasien » loin d'être une transition linéaire d'un modèle moderniste déchu à l'avènement d'un modèle durable vertueux, met plutôt en lumière l'émergence d'un nouveau champ de légitimation sociale d'action, qui s'apparente à un marché urbain de l'alternatif, du patrimoine local et du service. Les rapports de force se recomposent dans le périmètre de l'oasis, avec l'émergence de nouvelles activités. À l'inverse de la première phase du développement post indépendance, qui a eu tendance à conférer une image relativement homogène aux territoires oasiens historiques, cette deuxième génération de projets, en particulier ceux qui se sont multipliés après la révolution, consacre l'éclatement des types d'activités et de pratiques dans l'oasis. Elle contribue à accroître la fragmentation du territoire et du paysage. Le marché de l'alternatif, les initiatives de patrimonialisation, les projets de services, restent l'apanage d'une élite qui apparaît comme hétérogène, composée d'investisseurs, de propriétaires fonciers et de

collectifs associatifs. Cependant, tous vont dans le sens d'un renforcement de la domination de nouvelles logiques économiques capitalistiques, associées aux demandes des espaces urbains, sur la petite agriculture constitutive du paysage oasien.
Cependant, cette petite agriculture familiale, diversifiée et tournée vers la valorisation du foncier, la production alimentaire et l'insertion dans les marchés de proximité, reste présente dans de larges pans de l'oasis et relativise l'ampleur des dynamiques de tertiarisation et de « valorisation durable » dont l'emprise sur les terres agricoles reste relativement limitée. Cependant, ces projets, dont la visibilité est forte, se posent en modèles d'une réorientation de la valorisation des territoires oasiens.

Conclusion

Dans le contexte global de dégradation environnementale et dans la situation particulière d'une conjoncture de crise post révolutionnaire de l'économie et des modèles de gestion des ressources, la diversité des initiatives de valorisation souligne la capacité des systèmes oasiens à se réinventer par la démultiplication des types d'innovations.
La compétitivité sur le marché, la sensibilisation aux problématiques environnementales, l'équité sociale dans la valorisation des productions sont autant d'enjeux auxquels sont confrontés producteurs et consommateurs, qui tentent d'y apporter des réponses multiples. Or, la diversité des projets nécessite une approche critique de ces initiatives qui puisent dans les répertoires de la « durabilité » et de la valorisation « patrimoniale », comme projet de refondation des modèles de développement, mais qui écartent souvent la dimension sociale.
Après une longue phase d'artificialisation par des « élites urbaines et touristiques » (Luginbühl, 1991), en passe de devenir une simple « réserve paysagère de la ville » (Poulot, Aragau, 2012 ; Lane, 2016) l'oasis est replacée au centre du jeu politique par une population locale désireuse de repenser les conditions de la durabilité des projets, qui revendique son droit à un espace de vie de qualité. Les nouvelles attentes des jeunes Oasiens dont les liens à l'agriculture sont distendus s'incarnent dans la fabrique et la protection d'un territoire qui n'est pas seulement un paysage à consommer, mais plus largement une interface entre espace agricole et urbain, nouveau « lieu des possibles » (Poulot, Aragau, 2012), support de confrontations politiques et sociales pour la refondation des modèles locaux de développement. En effet, la multiplication des projets – collectifs, individuels, coopératifs, ou émanant d'entreprises – met en lumière les conflits potentiels entre tentatives de réponse à une demande extérieure, et nécessité de réorienter les projets vers la valorisation des territoires et des produits locaux. Loin d'être le signe de l'avènement d'un modèle alternatif, l'émergence d'initiatives innovantes dans les oasis consacre plutôt la diversification des pratiques et la confrontation des modèles de valorisation mobilisés à l'échelle locale. Les processus d'innovation ont surtout favorisé l'appropriation symbolique de l'oasis par des Oasiens urbains non agriculteurs, dans un cadre patrimonial, qui se décline sous une pluralité de formes, d'acteurs et de modèles, entre création d'un nouveau marché, réponses à des revendications locales et incitations globales.
Innover dans l'oasis, rime donc avec dominer : la mise en scène de la durabilité, ressource disputée entre une diversité d'acteurs, apparaît bien disjointe des enjeux de la justice sociale.

Bibliographie

ALTIERI Miguel A., 1989, "Agroecology: A new research and development paradigm for world agriculture", *Agriculture, Ecosystems and Environment*, vol. 27, n° 1-4, 37-46.

BATTESTI Vincent, 2005, *Jardins au désert. Évolution des pratiques et savoirs oasiens : Jérid tunisien*, Paris, IRD éditions, « À travers champs ».

BATTESTI Vincent, 2009, « Tourisme d'oasis, les mirages naturels et culturels d'une rencontre ? », *Cahiers d'études africaines*, n° 193-194, 551-582 [en ligne : https://journals.openedition.org/etudesafricaines/18826].

CARPENTIER Irène, 2016, « Tozeur et Gabès : transformation des modes de valorisation, l'oasis "ceinture verte" de la ville ? Fragmentation du paysage et renouvellement des pratiques de l'espace », communication au colloque du programme Zerka « Ambiances urbaines en Méditerranée », Tunis.

D'AQUINO Patrick, 2002, « Le territoire entre espace et pouvoir : pour une planification territoriale ascendante », *L'Espace géographique*, vol. 31, n° 1, 3-22.

DAVIS K., BURKE E., 2011, "Environmental Imaginaries of the Middle East and North Africa." *Ohio University Press*, 286 p.

DUFUMIER Marc, 2010, « Agro-écologie et développement durable », *ISDA 2010*, Montpellier, Cirad-Inra-SupAgro [en ligne : https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00521817/file/Dufumier_agro-ecologie.pdf].

GANA Alia, 2008, « Restructurations agricoles en Tunisie : adaptations et différenciation », *Autrepart*, vol. 46, n° 2, 81-96.

GOEURY David, 2011, « L'enclavement, une contrainte nationale devenue une opportunité mondiale ?», *Méditerranée*, n° 116, 107-113 [en ligne : http://mediterranee.revues.org/5427].

GOEURY David, LERAY Louis-Emmanuel, 2017, « Résilience, résistance et reconnaissance », *Géographie et cultures*, 101 | 2017, 59-77

GOEURY David, 2018, « Pour un retour des biens communs fonciers ? Réflexions autour de la mobilisation et de la défense d'un espace oasien (le cas de la Targa de Tiznit, Maroc) », *Belgéo*, n° 2 [en ligne : https://journals.openedition.org/belgeo/21530].

GOODMAN David, 2004, "Rural Europe redux? Reflections on alternative agrofood networks and paradigm change", *Sociologia Ruralis*, vol. 44, n° 1, 3-16.

LANE Shahinda, 2016, « Elche, de l'oasis à la ville parc », *Tous urbains*, vol. 14, n° 2, 10-11.

LUGINBÜHL Yves, 1991, « Le paysage rural : la couleur de l'agricole, la saveur de l'agricole, mais que reste-t-il de l'agricole ? », *Études rurales*, n° 121-124, 27-44.

POULOT Monique, ARAGAU Claire, 2012, « Habiter en périurbain ou réinventer la qualité de la ville », *Historiens et géographes*, 119-126 [en ligne : https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00846816/document].

POULOT Monique, 2014 « L'invention de l'agri-urbain en Île-de-France. Quand la ville se repense aussi autour de l'agriculture », *Géocarrefour*, vol. 89, n° 1-2, 11-19 [en ligne : http://journals.openedition.org/geocarrefour/9363].

RALLET Alain, TORRE André, 2017, "Geography of innovation, proximity and beyond", *in* H. Bathelt, P. Cohendet, S. Henn, L. Simon (dir.), *The Elgar Companion to Innovation and Knowledge Creation*, Cheltenham, Edward Helgar Publishing, 421-439.

Études et rapports

ASOC, 2011, Rapport d'activité de l'association sur le projet d'agriculture biologique, avec l'IMCERT (Istituto Mediterraneo di Certificazione)

INS (Institut National des Statistiques), 2014, « Recensement général de la population et de l'habitat 2014, principaux indicateurs », version avril 2015, 36 p.

Ministère de l'Agriculture, 2018, « Le secteur de l'agriculture biologique en chiffres », DGAB (Direction générale de l'agriculture biologique)

Ministère de l'Environnement, 2016, « Projet Gestion durable des Ecosystèmes Oasiens Renforcement des capacités pour la gestion durable des écosystèmes oasiens, monographie des oasis traditionnelles du gouvernorat de Tozeur », rapport final, version de septembre, 423 p.